

**Points de presse pour le Chapitre 3 : *Dynamiques du chômage pendant les récessions et les reprises : au delà de la loi d'Okun***

**Perspectives de l'économie mondiale — avril 2010**

**Rédigé par Ravi Balakrishnan, Mitali Das et Prakash Kannan**

**Points principaux**

- **Pendant la Grande récession, le chômage a réagi de manière très diverse dans les pays avancés. Sa forte hausse observée en Espagne et aux États-Unis s'explique en grande partie par les répercussions de la baisse de la production, ainsi que par l'effet des tensions financières et de l'effondrement du prix des logements. Dans d'autres pays, sa progression a été inférieure aux prévisions, en partie grâce aux vastes programmes de travail à horaires réduits (Allemagne, Italie, Japon et Pays-Bas).**
- **Compte tenu de la reprise peu soutenue de la production et des effets persistants des tensions financières, le taux de chômage moyen devrait rester élevé jusqu'à la fin de 2011 dans les pays avancés, même si l'emploi devrait progresser dans de nombreux pays en 2010.**
- **Les outils classiques de la politique monétaire et de la politique budgétaire restent, par leur effet sur l'activité économique, les premiers à employer pour stimuler l'emploi. L'assainissement du secteur financier est également essentiel, étant donné que les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre font largement appel au crédit bancaire. En complément, il est nécessaire d'encourager une plus grande flexibilité des salaires et d'améliorer les institutions du marché du travail. Enfin, en fonction de la situation spécifique à chaque pays, on peut envisager également, pour favoriser la création d'emplois, de concevoir des stratégies de sortie des programmes de travail à horaires réduits et de s'attaquer aux problèmes posés par les marchés du travail à deux vitesses.**

**Pendant la Grande récession, production et chômage ont réagi de manière très diverse dans les pays avancés (graphique).** En Irlande et en Espagne par exemple, le taux de chômage a augmenté de 7 ½ points de pourcentage environ, bien que la production ait chuté de plus de 8 % en Irlande mais de moitié moins en Espagne. En Allemagne, où la baisse de la production a avoisiné 7 %, le taux de chômage a en fait *diminué* pendant la récession.

**Pour permettre de mieux comprendre cette question et les perspectives à court terme, le présent chapitre analyse de façon systématique l'évolution du chômage dans un échantillon de pays avancés au cours des récessions et des reprises des trente dernières**

**années**<sup>1</sup>. Comme l'évolution du chômage dépend en grande partie des fluctuations de la production, le cadre de réflexion utilisé ici est celui de la loi d'Okun, qui établit une relation entre les variations du taux de chômage et celles de la production. La diversité des réactions pendant la Grande récession donne à penser que l'évolution du chômage n'est pas seulement déterminée par les fluctuations de la production — dont l'effet varie en fonction du degré de protection de l'emploi et de la proportion des travailleurs temporaires — mais aussi par les politiques économiques et les chocs, qui sont également analysés ici.

**Dans plusieurs pays, l'évolution du chômage s'explique par la baisse de la production, des différences institutionnelles, la nature de la crise et les politiques économiques.** La forte progression du chômage en Espagne et aux États-Unis au cours de la Grande récession tient en grande partie à la baisse de la production, comme le prédit la loi d'Okun, aux tensions financières et à l'effondrement du prix des logements. Les entreprises qui font davantage appel à des financements extérieurs licencient davantage pendant les récessions qui s'accompagnent de fortes tensions financières que pendant les récessions où ces tensions sont inexistantes. En général, les récessions qui s'accompagnent d'un effondrement du prix des logements entraînent également des pertes d'emploi plus nombreuses que les récessions normales, car les chocs frappent des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, tels que la construction. Dans les pays qui ont mis en œuvre de vastes programmes de travail à horaires réduits (Allemagne, Italie, Japon, Pays-Bas), la hausse du chômage causée par ces facteurs a été inférieure au niveau attendu. Dans les autres pays où le chômage a été inférieur aux prévisions (Canada, Royaume-Uni), cette évolution est plus difficile à expliquer.

**Globalement, l'analyse laisse présager une faible croissance de l'emploi pendant la reprise.** Au-delà de la perspective d'un lent redressement de la production, la nature de la récente récession dans plusieurs pays avancés, associant crises financières et effondrements du prix des logements, fait obstacle à une baisse rapide du chômage (graphique). De fait, les prévisions présentées dans ce chapitre, qui se fondent sur la trajectoire actuelle des politiques économiques, indiquent qu'en dépit d'une croissance de l'emploi dans de nombreux pays avancés en 2010, le taux de chômage restera élevé jusqu'à la fin de 2011.

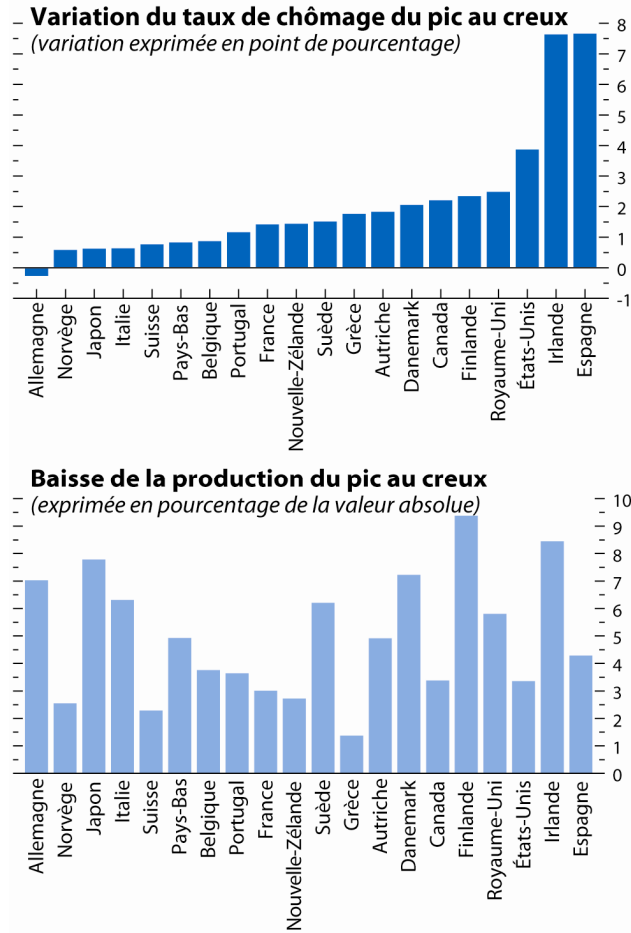
**Étant donné que le taux élevé de chômage à court terme pourrait persister à moyen terme, la lutte contre le chômage est un enjeu majeur. Par l'effet qu'ils ont sur l'activité économique, les outils classiques de la politique macroéconomique — politique monétaire et politique budgétaire — sont à employer au premier chef pour stimuler l'emploi.** L'assainissement du secteur financier est également primordial, étant donné que les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre sont fort dépendants du crédit bancaire.

---

<sup>1</sup>L'échantillon comprend les pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse.

**Plusieurs mesures spécifiques au marché du travail, outre l'incitation plus générale à la flexibilité des salaires et l'amélioration des institutions, pourraient contribuer à réduire le chômage.** Dans les pays où l'incertitude macroéconomique persiste, mais où la productivité du travail reste forte, le recours à des subventions à l'embauche ciblées et temporaires pourrait contribuer à créer des emplois. Selon les indications disponibles, le succès de ces mesures dépend de la qualité de leur ciblage, de leur conception et de leur application. Dans les pays qui ont mis en place de vastes programmes de travail à horaires réduits, l'abandon graduel de ces programmes au fur et à mesure de la reprise, conjugué à des programmes bien conçus d'assurance contre la perte de revenu, pourrait aussi faciliter le déplacement de la main-d'œuvre d'un secteur à l'autre. Enfin, dans les pays qui ont un marché du travail à deux vitesses — avec une stricte protection légale des emplois permanents et une forte proportion de travailleurs temporaires — le passage progressif à un système de contrats de travail à durée indéterminée, où la sécurité de l'emploi augmente graduellement au fur et à mesure de l'ancienneté, pourrait atténuer l'effet négatif des contrats de travail temporaires sur la formation de capital humain et celui de l'absence d'allocations de chômage pour ces travailleurs.

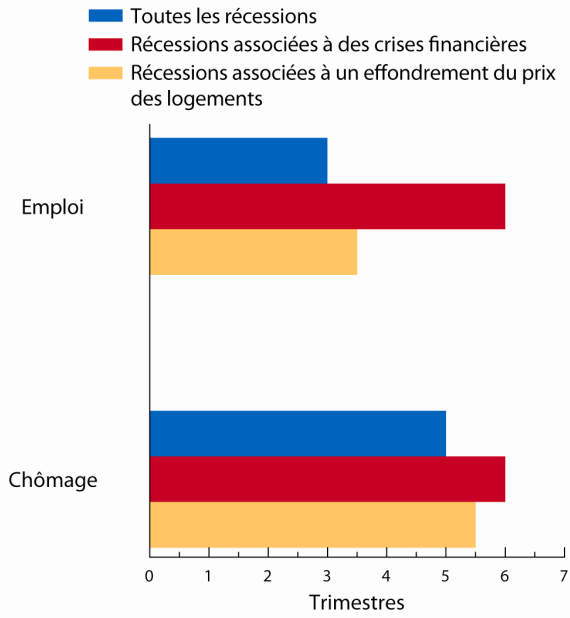
### Graphique 3.1. Variation des taux de chômage et baisses de production pendant la Grande récession<sup>1</sup>



Source : calculs des services du FMI.

<sup>1</sup>Selon les données officielles, le PIB n'a pas encore atteint un creux en Grèce et en Espagne : aussi la variation du taux de chômage et la baisse de la production ont été calculées du pic jusqu'à la date de la dernière observation.

**Graphique 3.10. Quand l'emploi se redressera-t-il?**  
*(nombre médian de trimestres écoulés avant que l'emploi (le chômage) n'atteigne son creux (pic) après la fin de la récession)*



Source : calculs des services du FMI.

**POINTS DE PRESSE POUR LE CHAPITRE 4 : *TROUVER LE BON EQUILIBRE : METTRE FIN AUX EXCEDENTS DU COMPTE COURANT.***

**Perspectives de l'économie mondiale, avril 2010**

**Rédigé par Abdul Abiad, Daniel Leigh et Marco E. Terrones**

**Principaux points**

- **Cette étude approfondie de 28 corrections d'un excédent du compte courant résultant de politiques délibérées tend à démontrer que ces corrections ne sont généralement pas associées à une croissance plus faible de la production ou de l'emploi. L'étude démontre que l'effet moyen sur la croissance de la production et l'emploi est faible et que la qualité de la croissance s'améliore. En fait, l'équilibre entre demande extérieure et intérieure est meilleur, et la croissance est plus équilibrée entre le secteur des biens échangeables et celui des biens non échangeables.**
- **L'analyse confirme que, bien que l'appréciation du taux de change puisse jouer un rôle majeur dans les corrections d'excédent, on obtient les meilleurs résultats lorsque l'on complète l'appréciation par des politiques économiques qui soutiennent la demande intérieure et des réformes structurelles.**
- **L'étude se conclut par une mise en garde : des politiques économiques trop expansionnistes et prolongées pendant les épisodes de correction peuvent attiser l'inflation et provoquer une explosion du prix des actifs.**

**Ce chapitre porte sur la correction d'excédents élevés et persistants du compte courant résultant de politiques délibérées.** Il étudie, en particulier, 28 épisodes de correction d'excédent dans des pays avancés ou émergents au cours des 50 dernières années. Sur la base d'une analyse statistique et d'études de cas approfondies, ce chapitre examine les conséquences de ces corrections sur la croissance économique et l'emploi, tout en repérant les facteurs essentiels qui expliquent la grande diversité des effets sur la croissance.

**L'excédent du compte courant se réduit considérablement en réaction aux changements de politique économique.** Bien que l'appréciation du taux de change joue souvent un rôle, d'autres politiques facilitent aussi les corrections, y compris des politiques macroéconomiques qui stimulent la demande intérieure et, dans certains cas, des réformes structurelles. La réduction de l'excédent du compte courant lors de corrections résultant de politiques délibérées traduit à la fois une baisse substantielle de l'épargne et une forte hausse de l'investissement. Bien que l'appréciation du taux de change soit un trait commun à de nombreuses corrections, il n'y a que de rares cas de surajustement.

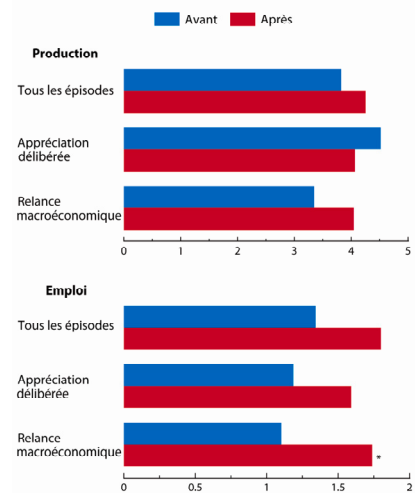
**En moyenne, les corrections d'excédent ne sont pas associées à une croissance plus faible de la production ou de l'emploi.** La croissance de la production dans les trois années à compter du début de la correction est, en moyenne, *supérieure* de 0,4 point à celle des trois années précédentes, même si la variation n'est statistiquement pas différente de zéro. La demande se déplace fréquemment de ses sources extérieures vers des sources intérieures, la hausse de la consommation et de l'investissement compensant la régression des exportations nettes. Par ailleurs, l'emploi augmente légèrement : la montée de l'emploi dans le secteur des biens non échangeables est bien supérieure à sa baisse dans le secteur des biens échangeables.

**Cette variation non significative de la croissance moyenne masque toutefois des résultats très divers qui peuvent s'expliquer par un grand nombre de facteurs.** Toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation du taux de change réel est associée à une croissance plus faible. Mais d'autres facteurs compensent fréquemment les effets de l'appréciation, y compris une amélioration de la demande mondiale, un renforcement des termes de l'échange, une politique de relance macroéconomique et des réformes structurelles telles que la libéralisation des échanges.

**Cette analyse est riche d'enseignements pour les pays qui envisagent de mettre fin à un excédent élevé du compte courant.** Tout d'abord, une correction d'excédent ne s'ape pas nécessairement la croissance : l'effet moyen sur la croissance de la production et sur l'emploi est limité et la qualité de la croissance s'améliore — l'équilibre entre demande extérieure et intérieure est meilleur, et la croissance est plus équilibrée entre le secteur des biens échangeables et celui des biens non échangeables. Ensuite, bien que l'appréciation du taux de change joue un rôle majeur dans de nombreuses corrections, on obtient les meilleurs résultats lorsque l'on complète l'appréciation par des politiques macroéconomiques qui soutiennent la demande intérieure et, dans certains cas, des réformes structurelles qui éliminent les distorsions à la source des excédents courants élevés. Enfin, une mise en garde : des politiques macroéconomiques trop expansionnistes et maintenues trop longtemps afin de contrer les effets d'une appréciation de la monnaie peuvent attiser l'inflation et provoquer une explosion du prix des actifs.

#### Croissance de la production et de l'emploi pendant une correction d'excédent (Pourcentage)

Rien ne prouve qu'une correction d'excédent résultant de politiques délibérées soit associée à une croissance plus faible de la production ou de l'emploi.



Source : calculs des services du FMI.  
Notes : Le graphique indique la croissance moyenne du PIB réel par habitant et de l'emploi pendant les trois années précédant la correction et les trois années à compter d'une correction. L'astérisque indique que la variation de la croissance est statistiquement significative au niveau de 10 %. «Appréciation délibérée» désigne les cas où il s'agit d'une appréciation délibérée d'au moins 10 % comme décrit le texte. «Relance macroéconomique» désigne les cas de relances budgétaires ou monétaires telles que décrites dans le texte.